

CE MONDE QUI BOUGE

Cet argent arabe parti en fumée

Par Hassane Zerrouky

Le chiffre a de quoi donner le tournis. «Les pays arabes ont perdu 2 500 milliards de dollars en raison de la crise financière mondiale», a révélé le ministre koweïtien des Affaires étrangères, Mohammed Al-Sabah. Tout cet argent, investi dans les institutions financières occidentales — banques, assurances — a fondu comme neige au



soleil. Il en est ainsi des prises de participation d'Abu Dhabi Investment et du saoudien Kingdom Holding dans le capital de la banque américaine Citygroup, laquelle a dû être secourue par l'Etat américain afin d'éviter le dépôt de bilan. Mais aussi dans d'autres institutions financières comme Merrill Lynch, quatrième banque d'affaires américaine, rachetée au dernier moment par la Bank of America.

Quant aux milliards de dollars investis par ces pays mais aussi par l'Algérie dans l'achat de bons du Trésor américain, rien ne permet de penser qu'ils seront un jour récupérés sans perte, du fait de la dépréciation du dollar. Ajoutons à cela les 400 milliards de dollars des pays du Golfe qui dorment dans les banques suisses !

Le même ministre koweïtien, prenant soudainement conscience de la catastrophe que représente cet argent envolé, appelle aujourd'hui à un «marché commun arabe». Idée appuyée par les autres pays du Golfe avant de faire l'unanimité au sein des Etats membres de la Ligue arabe.

C'est un peu tard, car cette somme colossale investie dans les pays occidentaux aurait pu aider au développement des pays arabes moins riches.

D'autant que la trentaine ou plus de milliards de dollars investis par ces pétromonarchies dans les économies des pays frères ne sont rien en comparaison des 2 500 milliards de dollars définitivement perdus dans l'économie spéculative occidentale.

Les pays du Golfe investissaient (et continuent à le faire) dans les pays arabes, dans l'immobilier et le tourisme, des projets peu créateurs d'emplois durables, et quelquefois dans des projets agricoles, la téléphonie mobile parce que rentable à court terme, rarement en tout cas dans de gros projets industriels. En revanche, ils n'hésitent pas à mettre la main à la poche pour financer la construction de mosquées et autres institutions religieuses (ça ne crée pas d'emplois). De manière générale, tout porte à croire que les stratégies d'aide des princes du Golfe en direction des pays arabes consistent à s'acquitter du minimum syndical afin de ne pas être accusés de délaisser leurs «frères», avoir la conscience tranquille pour investir en Europe, y disposer de luxueuses résidences secondaires, et profiter des délices qu'offre la société bourgeoise occidentale.

Pire, certains émirs préfèrent investir dans le football, se payant à coups de dizaines de milliards de dollars le club de Manchester City, d'autres lorgnent vers le Milan AC...

Alors que pendant ce temps, des millions de Palestiniens vivent grâce à l'aide de l'Union européenne, des petits Soudanais meurent de faim, des petits Marocains et Yéménites travaillent dans des petites entreprises artisanales de textile, de cuir...

Aujourd'hui, ces émirs veulent donc un marché commun arabe. Soit. Mais, il est à craindre que ce ne soit trop tard.

Le fléchissement de l'activité industrielle américaine, européenne et asiatique se traduit par une baisse de la consommation pétrolière et donc de la demande mondiale, fléchissement qui se traduit par une pression à la baisse sur les prix du baril.

De ce fait, bien que disposant encore de ressources certaines, les pays du Golfe, confrontés déjà à une baisse des revenus, n'auront pas les moyens de leur politique d'aide aux autres pays arabes, si jamais ils ont l'intention de se décider enfin à investir dans les secteurs productifs créateurs de richesses et d'emplois, et non dans les seuls projets immobiliers et touristiques de prestige, destructeurs de l'environnement.

H. Z.

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SÛRETÉ NATIONALE

L'Algérie compte plus de 11 000 femmes policières

Les femmes policières en Algérie sont au nombre de 1 1161 tous corps confondus à la mi-février dernier. C'est ce qu'a indiqué hier la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) à l'occasion de l'annonce de la création d'une structure chargée de la promotion des droits de la femme policière.

Abder Bettache - (Alger Le Soir) - Ce chiffre est appelé à la hausse, puisqu'il est attendu, à compter de ce jeudi 5 mars, la sortie de nouvelles promotions de femmes policières. Selon la Direction générale de la Sûreté nationale, la nouvelle structure en charge de la promotion des droits de la femme au sein de l'institution policière aura pour objectif de «suivre le déroulement des carrières des personnels féminins et de relever toute insuffisance dans la gestion des personnels féminins, laquelle gestion ne serait pas conforme au principe de l'égalité des chances».

Ladite structure aura également pour rôle de «représenter la Direction générale de la Sûreté nationale dans les réunions, séminaires et autres rencontres nationales ou internationales traitant du problème de l'égalité des chances de la



Les femmes policières sont présentes dans toutes les structures de la Sûreté nationale.

femme dans les fonctions étatiques». «Le chef de cette structure, indique-t-on, est une femme policière ayant le grade de commissaire divisionnaire de police et occupant actuellement le poste de directeur d'études auprès du directeur général de la Sûreté nationale chargé de la promotion des droits de la femme policière dans les rangs de la Sûreté nationale». Ceci dit, ces 1 1161 fonctionnaires de la DGSN ne représentent que 10% de l'effectif global des fonctionnaires de la Sûreté nationale. Il a fallu attendre l'année 1998 pour voir les premières femmes en tenue policière intervenant sur la place publique.

Mais, il n'en demeure qu'avant cet «important événement», la femme policière a intégré le corps

de la police dès la fin des années 1980. Quelques années plus tard, soit au début de l'année 2000, le corps de la Sûreté nationale a été renforcé par quelque 5 000 femmes exerçant en uniforme sans compter celles opérant en civil, soit 4,6% du nombre global de l'effectif de la Sûreté nationale de l'époque.

«Le renforcement du recrutement des femmes policières en 1996 a permis à ces dernières de prouver leurs capacités en s'imposant sur tous les plans. Elles sont présentes pratiquement dans toutes les structures de la Sûreté nationale, y compris les plus périlleuses, telles que le désamorçage des engins explosives», a-t-on indiqué. Bien évidemment, ce chiffre a été revu à la

hausse, puisque, chaque année, de nouvelles recrues rejoignent l'institution policière. Il faut savoir qu'un quota de 1200 postes, dont 1000 agents de l'ordre public (AOP), 150 inspectrices et 50 femmes officiers, est dégagé annuellement pour le recrutement des femmes. Selon des observateurs, ce pourcentage place l'Algérie en tête des pays du monde arabe en matière de recrutement des femmes dans les structures sécuritaires, notamment policières. Ainsi, le taux de femmes dans la majorité des pays arabes est nettement inférieur à celui enregistré en Algérie. Alors que dans les pays occidentaux, il ne dépasse pas les 20%, à l'exemple de la France où il est de 15%.

A. B.

HOMMAGE À LARBI BEN M'HIDI

«Il a bouleversé le colonisateur»

Larbi Ben M'hidi. La barbarie de son meurtre a marqué tous les esprits et son combat est rapidement devenu le symbole d'une Algérie fière et forte. 52 ans après sa mort, unanimement regrettée, sa famille, ses compagnons de combat et les enfants de l'Algérie indépendante, qu'il considérait siens, étaient tous réunis hier, au centre de presse El Moudjahid où un vibrant hommage lui a été rendu.

Wassila Zegtitouche - Alger (Le Soir) - Les fidèles compagnons de Ben M'hidi, l'homme légende, ont retracé son valeureux parcours de combattant.

«Ce n'était pas un politique, un savant, un universitaire ou un militaire, mais il a pu bouleverser le colonisateur. Il avait juste une forte personnalité», témoignait le professeur Mohamed Djallel, de l'université d'Alger. Il ajoutera : «C'est le grand de la Révolution, il n'est pas possible de le négliger dans l'histoire.» Effectivement, il bouleversa le colonisateur.

«Jetez la révolution dans la rue et elle sera prise en charge par le peuple», répétait-il avec courage et fierté. Cette célèbre phrase du martyr a donné une leçon de courage et de détermination au colonisateur.

S'adressant aux généraux, à Bigeard entre autres, il répétait : «Vous êtes le passé, nous sommes l'avenir», témoigne sa sœur Drifa.

Elle ajoutera : «Il a mené un combat militaire, politique, et il a continué à combattre même sous la torture.» Gardant précieusement

la photo de ses deux frères martyrs en camay, près de son cœur, avec un pendentif à l'effigie de l'emblème national, elle nous dira : «Mes deux frères martyrs et l'emblème national sont ma plus grande fierté.» Elle émettra le souhait de préserver la mémoire du martyr qu'elle qualifie de «visionnaire». Pour leur part, Hassani Abdelkrim, El-Mili et d'autres combattants se remémorent encore ce sourire qui ne quittait pas ses lèvres. Ils sont unanimes quant à l'importance de son rôle dans la Révolution. Pour rappel, l'armistice est annoncé pour le 8 mai 1945 et le PPA appelle les Algériens à manifester en faveur de l'Indépendance. Si Larbi est à la tête du défilé à Biskra. Il est arrêté le lendemain, puis relâché au bout de trois ou quatre semaines passées sous les interrogatoires et la torture. Larbi rejoindra l'Organisation spé-

cial (OS) dont il ne tarda pas à devenir l'un des membres les plus éminents. En 1949, il devint responsable de l'aile militaire à Sétif et, en même temps, adjoint du chef d'état-major de l'organisation secrète au niveau de l'Est algérien. En 1950, il fut promu au rang de responsable de l'organisation, après le départ du martyr Mohamed Boudiaf vers la capitale. Après la dissolution de l'organisation, Ben M'hidi disparaît un moment, avant d'être nommé responsable de la circonscription du parti à Oran jusqu'en 1953. Il dirigea la bataille d'Alger au début de l'année 1956 jusqu'à ce qu'il fut arrêté à la fin du mois de février 1957.

Il mourut sous la torture au cours de la nuit du 3 au 4 mars 1957, après avoir donné une leçon d'héroïsme et d'endurance à ses bourreaux.

W. Z.